

Monsieur le Président,

Je me rallie pleinement à l'intervention de l'Union européenne.

Le Luxembourg se félicite vivement de l'organisation de ce débat public et de l'adoption d'une nouvelle résolution sur la thématique des enfants dans les conflits armés qui témoignent de l'engagement continu du Conseil de sécurité à promouvoir la protection des enfants, tant dans les pays qui figurent à son ordre du jour que dans les autres situations qui nous préoccupent tous.

Nous tenons aussi à remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour son engagement inlassable au service des enfants, et nous l'encourageons à continuer de se battre pour que les enfants soient mieux protégés et que les violations à leur égard n'échappent pas à notre attention.

Monsieur le Président,

Les « listes de la honte » qui figurent en annexe des rapports du Secrétaire général, et de manière plus générale les rapports du Secrétaire général basés sur les informations réunies grâce au mécanisme de surveillance et de communication des informations, sont d'une importance cruciale pour nous forcer à voir en face la réalité brutale de la situation des enfants en temps de conflit armé. Les visites de terrain de la Représentante spéciale, le travail des experts pour la protection de l'enfance dans les missions de terrain ou encore la nouvelle pratique des visites de terrain du Groupe de travail contribuent grandement à promouvoir la prise de conscience sur les violations contre les enfants dans les conflits. De premiers résultats tangibles sont d'ailleurs à noter : de plus en plus de mineurs sont relâchés par les forces armées ou groupes de rebelles dans plusieurs situations de conflit.

Cependant, des efforts et des ressources supplémentaires seront nécessaires pour avoir un meilleur impact sur le terrain.

En 2010, le Conseil de sécurité a pour la première fois imposé des sanctions, suite à des consultations avec la Représentante spéciale, contre des personnes en République démocratique du Congo qui se sont rendues coupables de graves violations contre des enfants. Voilà un précédent sur lequel le Conseil de sécurité pourra bâtir pour sanctionner de la même manière des coupables de graves violations contre des enfants dans le cadre d'autres conflits ! Nous invitons le Conseil à poursuivre dans cette veine et à réfléchir en parallèle, comme le suggère le Secrétaire général, à des façons d'imposer des sanctions dans des contextes où il n'existe pas de comités des sanctions du Conseil.

Monsieur le Président,

Désormais, des parties à un conflit qui attaquent des écoles ou des hôpitaux pourront également se retrouver sur les « listes de la honte » du rapport du Secrétaire général. Nous félicitons le Conseil d'avoir ainsi renforcé le mécanisme de surveillance, et nous espérons que votre approche graduelle vous permettra d'inclure également, dans un avenir pas trop lointain, les deux autres catégories de violations graves contre les enfants identifiées dans la résolution 1612. A terme, il faut en effet donner une importance égale à toutes les violations graves visant les enfants.

Permettez-moi toutefois de m'arrêter brièvement sur la thématique des attaques contre les écoles. Comme il ressort du rapport du Secrétaire général, on assiste de plus en plus souvent à la destruction

d'écoles et à l'agression des élèves et de leurs enseignants. Dans certains cas, les filles et les écoles de filles sont délibérément visées. L'insécurité empêche les parents d'envoyer leurs enfants à l'école, de crainte qu'ils puissent y risquer leur vie ou leur santé.

Cette année, le Conseil économique et social des Nations Unies se penche, dans sa session de fond qui est en cours à Genève, sur la thématique de l'éducation pour tous. Les synergies avec notre débat d'aujourd'hui sont évidentes. Dans son discours devant le Conseil, le 5 juillet dernier, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, M. Jean Asselborn, a mis en avant que « la protection contre la violence est une des conditions clefs de l'exercice du droit à l'éducation ». Il s'est félicité de ce fait de l'initiative du Conseil de sécurité visant à élargir les critères d'inscription sur les « listes de la honte » aux attaques contre des écoles et des hôpitaux, ouvrant ainsi la voie à l'imposition de sanctions à l'encontre des parties responsables, et à la lutte contre l'impunité par trop courante de ces actes haineux.

Le Ministre Asselborn a appelé la communauté internationale à prendre des mesures additionnelles pour venir en aide aux 28 millions d'enfants qui sont privés d'éducation en raison des conflits armés qui les exposent aux viols, aux violences sexuelles, à des attaques ciblées sur leurs écoles et à d'autres atteintes aux droits de l'homme; appel dont je tiens à me faire l'écho aujourd'hui.

Je vous remercie de votre attention.